

Michelle Bachelet est sommée de se prononcer contre le blocus du Venezuela



Caracas, 23 mai (RHC)- La Fondation Latino-américaine pour les Droits de l'Homme et le Développement Social a exhorté la Haute Commissaire des Droits de l'Homme de l'Onu, Michelle Bachelet, à se prononcer contre le blocus des États-Unis contre le Venezuela.

Cette organisation civile, chrétienne-oeucuménique, créée à Caracas en 1978 aux temps des dictatures latino-américaines, a publié sur le réseau social twitter une lettre adressée à la haute fonctionnaire de l'ONU, dénonçant le fait que les actions de Washington pour éviter l'entrée d'essence au Venezuela a un impact sur la distribution d'aliments, de médicaments et sur le transfert des personnes aux centres de santé au milieu de la pandémie.

« Il n'existe pas d'exceptions dans l'application des mesures coercitives unilatérales, elles n'ont pas un caractère sélectif mais elles ont un impact sur tous les Vénézuéliens sans distinctions sans aucun type de discrimination. « Elles sont une violation flagrante et massive du droit à la santé et à la vie de toute la population »

signale la lettre.

Le texte rappelle que chaque mesure appliquée par la Maison-Blanche contre ce pays sud-américain a provoqué la souffrance de la population et représente un fléau collectif.

Fundalatin souligne dans la lettre à Bachelet qu'il est inhumain qu'au milieu d'une pandémie mondiale, le gouvernement nord-américain poursuive sa persécution commerciale et financière contre le Venezuela et réitère que ces mesures coercitives unilatérales ne cherchent que l'appauvrissement et la souffrance de toute la population.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/223574-michelle-bachelet-est-sommee-de-se-prononcer-contre-le-blocus-du-venezuela>



Radio Habana Cuba